

qu'elle sonne la trompette du haut de ses côtes, qu'elle y allume des signaux et ses colonies s'empresseront de lui envoyer tous les secours possibles.

Le PREMIER MINISTRE : Je crois que mon honorable ami traduit cela du français.

M. BERGERON : Je l'ai lu aussi en anglais. Est-ce que le premier ministre n'a pas dit cela ?

Le PREMIER MINISTRE : Je ne crois pas m'être servi de ce langage.

M. BERGERON : Sans doute, le très honorable ministre a dû être plus éloquent, mais je suis ici pour élter des faits et non pour faire de l'éloquence à sa place. Quoi qu'il en soit, il a parlé dans ce sens, parce qu'il voulait plaire à son amphitryon et à la compagnie qu'il y avait là. C'est le 18 juin 1897, qu'il a parlé ainsi.

Le MINISTRE DE LA MARINE ET DES PÊCHERIES : Vous en plaignez-vous ?

M. BERGERON : Non pas, mais je veux établir à l'instant que le très honorable ministre a oublié ce qu'il avait dit. Le 25 juin, en sa qualité de colonel, je suppose, il a passé en revue les bataillons canadiens, alors en Angleterre, et leur a dit :

Au nom du gouvernement et du peuple canadiens, je vous félicite de votre magnifique tenue. Il m'arrive de tous côtés les plus grands éloges à votre égard. Comme Canadiens, nous espérons bleu qu'il n'y aura pas de guerre, mais je crois exprimer le sentiment général en disant que si, par suite de circonstances malheureuses, l'empire se trouvait obligé de faire la guerre, les troupes canadiennes voleraient au secours de la mère patrie, et que vous feriez votre devoir alors comme vous l'avez fait ce matin dans la procession.

Mon honorable ami ne niera pas avoir tenu ce langage.

Il était tout naturel que l'Angleterre vit en lui le plus généreux premier ministre de sa colonie la plus généreuse, non content de lui offrir le tarif de faveur sans rien demander en échange, voilà qu'il lui offrait encore pour sa défense, de l'argent et des soldats. C'est ce qui explique pourquoi, non oublieux des discours qu'il avait prononcés en Angleterre, certains gens furent si surpris de l'entrevue qu'il accorda au *Globe* de Toronto en octobre 1899.

En récompense des faveurs par lui faites à la mère patrie, le premier ministre reçut la médaille Cobden, puis—soit dit sans la moindre velléité de le blesser—pour avoir offert des soldats et de l'argent, il fut gratifié de la décoration qu'il porte d'une manière si distinguée. Ici, je me permettrai de lui rappeler cette page de notre histoire où se trouvent rapportées certaines paroles de lord Durham qu'il convient surtout aux Canadiens-français de ne pas mettre en oubli. Voici ce que disait un jour ce noble Anglais

dans une lettre qu'il adressait au gouvernement de son pays :

Quant aux Canadiens-français, ne vous en inquiétez pas ; on réussira toujours à les gagner par des titres et des honneurs.

Je cite ces paroles comme avertissement au premier ministre de ne pas céder à la tentation de faire encore plus de présents à l'Angleterre à même notre pays.

Mais, enfin, qu'est-il arrivé ? La guerre a éclaté et oublieux de ses engagements envers l'Angleterre, il a accordé au *Globe* une entrevue pour faire connaître l'impossibilité où il se trouvait d'envoyer des soldats dans l'Afrique australe et de les payer. Non seulement la province d'Ontario, mais celle de Québec ont vivement protesté contre cette politique. Dans cette dernière, nombre de gens au fait de l'attitude qu'il avait prise en Angleterre se sont dits que nous étions un peuple britannique placé sous la protection de l'Angleterre et tenu, en honneur, de défendre le drapeau à l'ombre duquel nous avions l'avantage de vivre, et que dans une circonstance où tant de soldats se consacraient à la défense de l'empire, au péril de leurs jours, que la constitution fût là ou non, il était de notre devoir de ne pas hésiter à en faire autant.

Je viens de dire que le parti libéral n'a jamais eu de politique définie, mais s'est toujours mis à l'affût des circonstances et a toujours vécu d'opportunisme. C'est ce qui lui a fait commettre au sujet de la guerre la bêtise dont il est accusé. On voulait faire les élections, mais on a cru qu'il valait mieux différer. Pourquoi ? parce que dans certaines parties du pays l'opinion publique condamnait l'attitude prise par le gouvernement à l'encontre des exigences de son devoir qu'il n'avait pas eu le courage de remplir avant de s'y voir forcé. Grâce à quelque influence pernicieuse, le premier ministre a eu recours à des attermoiements qui ont fini par lui faire craindre ainsi qu'à ses collègues le résultat qu'auraient eu les élections dans les provinces anglaises. Depuis ce temps-là mon très honorable ami est devenu anglais jusqu'aux moelles, plus anglais que M. Chamberlain ou le duc de Devonshire, plus anglais que la reine elle-même. Que dis-je, il nous a lancés dans la voie de la fédération impériale si peu chère à mon honorable ami le député de Napierreville et Laprairie (M. Monet). C'est là un de ses grands talents et je me plais à lui reconnaître ce qui lui appartient—il a fait à la Chambre, il y a quelque temps un de ces magnifiques discours dont il a le secret, un des plus beaux qu'il ait jamais prononcés, ou dont les voûtes du parlement canadien aient jamais retenti. Il était fait au point de vue anglais, et on en a fait les plus grands éloges en Angleterre. A preuve de ce que je dis là vous me permettrez de citer le *Times* de Londres.

Ces souvenirs donnent lieu d'espérer que, après l'épreuve actuelle viendra un jour où l'Afri-